

Événement Fondateur du 17 avril 2023

Discours des co-présidents du Collectif Nourrir

DISCOURS DE MATHIEU COURGEAU

Bonjour, je m'appelle Mathieu Courgeau et je suis paysan en Vendée.

J'ai également l'honneur de partager la présidence du collectif Nourrir avec Clotilde Bato, qui s'exprimera après moi.

Je voudrais commencer par vous faire une confidence : en faisant la traite hier soir, j'ai pensé aux années passées, depuis que je me suis engagé à Pour une autre PAC, l'ancêtre du Collectif Nourrir. Et je me suis dit que jamais, jamais, je n'aurais imaginé me retrouver devant vous, ce soir, à avoir l'honneur de co-présider cette belle alliance de 54 organisations.

On célèbre ce soir le lancement du Collectif Nourrir, c'est le début d'une grande histoire, j'en suis persuadé.

Que de chemin parcouru mais aussi que de chemin à faire pour que notre pays fasse les bons choix pour son agriculture et son alimentation.

Plus que jamais, nous formons une coalition dont la diversité est une force. Toutes nos organisations n'ont pas la même entrée, les mêmes façons de faire mais nous partageons une conviction commune.

Cette conviction, elle est simple : ce que nous mangeons compte.

La manière dont est produit ce que nous mangeons compte.

Les hommes et les femmes qui produisent ce que nous mangeons comptent.

Et si nous nous engageons, si nous nous mobilisons, c'est parce nous ne voulons ni d'une société de la malbouffe, ni d'une France sans paysans.

En rassemblant nos forces, nous comptons bien faire en sorte que ces questions soient au centre du débat public.

J'y reviendrais mais auparavant je voudrais m'arrêter un instant sur le contexte actuel. Car nous sommes inquiets :

Nous sommes inquiets de la colère et de la violence qui montent de partout, qui a débordé dans les rues ces dernières semaines, qui a débordé à Sainte Soline le 25 mars.

Nous sommes inquiets des stratégies à l'œuvre, qui privilégient l'affrontement plutôt que le dialogue. On ne résoudra pas les crises sociales et écologiques en envoyant toujours plus de CRS ! Nous devons trouver un autre chemin.

Parce que ce climat de violences, nous le subissons, nos militants le subissent quand ils sont pris pour cible. Et là je parle de l'agression en février dernier de l'agriculteur Paul François, je pense à l'agression du vice-président de France Nature Environnement Charentes Maritimes, qui est juste la 14ème attaque grave recensée par FNE contre eux depuis 2 ans. Et toutes, restent à ce jour impunies !

Vous savez que le Collectif Nourrir rassemble aussi des organisations de solidarité internationale. Que nous disent-elles ? Elles nous disent que la criminalisation de la société civile s'accroît partout dans le monde, avec la montée des régimes autoritaires et populistes. En 2021, on a compté 200 assassinats de défenseurs des terres et de l'environnement dans le monde.

Que l'on soit bien clair, nous, Collectif Nourrir et les organisations qui nous composent restons profondément non violents. Nous refusons ce climat de violence et, plus que jamais, nous affirmons notre choix du dialogue.

Ce soir, nous sommes inquiets pour notre démocratie.

C'est quoi la suite après la dissolution des Soulèvements de la Terre ?

C'est quoi la suite après les attaques contre la Ligue des Droits de l'Homme ?

Pour cette soirée de lancement du Collectif Nourrir, nous avons choisi de vous accueillir ici, au CESE, symbole de l'expression démocratique de la société civile.

Nicolas Bricas l'a dit, nous n'en sommes qu'au début de la multiplication des crises. Clairement, notre démocratie n'y est pas préparée.

Alors à notre échelle, dans nos organisations, nous essayons, nous imaginons, nous testons, nous faisons !

C'est pour ça que le Collectif Nourrir a été créé.

C'est pour ça qu'il faut regarder de près la proposition faite par Nicolas Bricas de convention citoyenne sur l'agriculture et l'alimentation. Il faut mobiliser ce genre d'outil pour que les citoyennes et les citoyens fassent le choix de notre modèle agricole et alimentaire avec les yeux grands ouverts sur les conséquences de leur choix.

Car oui, savoir ce qu'on mange, comment, pourquoi, c'est un enjeu vital, au sens propre du mot, et donc un enjeu profondément démocratique.

Je le dis avec gravité ce soir : Prenons garde, soyons vigilants, soyons combatifs. Notre démocratie est fragile, sous tension et il nous faut continuellement la réinventer, l'améliorer, la renforcer. Et je crois que c'est aussi notre rôle, à nous, organisations de la société civile.

C'est aussi le rôle des pouvoirs publics de construire le dialogue démocratique. Mais ce soir le Ministre de l'agriculture n'est pas venu [pause]

On le regrette car nous avons tant de choses à lui dire ! Son représentant, M. Bonaimé, dira quelques mots après nos interventions, et nous le remercions de sa présence.

J'aurais voulu lui parler de Maxime, mon voisin maraîcher, qui est et sera encore demain un oublié des subventions de la Politique Agricole Commune comme 1/4 des paysans de ce pays, alors que certains s'accaparent le foncier, l'eau, l'argent public...

J'aurais voulu lui parler d'Etienne et de son cancer de la prostate reconnu comme lié à son utilisation de pesticides. Et pourtant, sur ce sujet comme sur d'autres, les décideurs s'obstinent à aller le plus lentement possible que ce soit en terme réglementaire - le S Métolachlore en ait le dernier exemple en date - ou alors en refusant de donner les moyens aux paysans de s'en affranchir, et la dernière la réforme de la PAC est à ce titre édifiante.

Et que dire du plan pour l'agriculture biologique ? 10 millions d'euros, soit 166€ par ferme. Ça se passe même de commentaires, tellement ce "soutien" est indécent !

200 fermes disparaissent par semaine.

Derrière ce chiffre, il y a des drames, il y a du désespoir. Qui peut vouloir de cette situation, d'une France sans paysans, d'une agriculture sans agriculteur ? C'est pourtant ce qui arrivera si on ne change pas de logique.

Alors oui c'est vrai nous demandons que les choses changent et vite.

Et oui, je l'assume, nous l'assumons, nous réclamons de grands changements. Parce que les menaces sont grandes. Nous proposons de reprendre les choses en main, de reprendre le contrôle sur notre agriculture et donc sur notre alimentation.

Je peux résumer notre combat en une seule phrase, ou presque : le Collectif Nourrir veut garantir le droit de toutes et de tous à une alimentation saine, en défendant un modèle agricole respectueux des paysans, des animaux et de la planète.

On nous accuse souvent d'opposer les agricultures, on nous dit que tous les modèles sont nécessaires. Mais ce que l'on ne vous dit pas, c'est qu'il y a un modèle prédateur de l'autre.

Il est irresponsable de laisser une large partie du monde agricole s'enfoncer dans un productivisme, dans une industrialisation qui n'a aucun avenir, qui le détruit, et qui empêche l'agroécologie paysanne de se généraliser.

Ce chemin est une impasse pour les agriculteurs.

Ce chemin est une impasse pour notre société.

Alors, je voudrais finir, avant de laisser la parole à Clotilde, en parlant de souveraineté alimentaire.

On nous dit souvent, lorsque nous défendons l'agroécologie, que notre système ne permet pas de nourrir la planète. Rien n'est plus faux.

Et surtout, il faut le dire et le redire : nous produisons déjà suffisamment de nourriture au niveau mondial.

Le problème n'est pas la quantité produite mais sa répartition.

Le problème ce sont les inégalités et les injustices.

Le problème, c'est ceux qui font du profit en affamant une partie du monde.

Alors, en aucun cas la souveraineté alimentaire ne doit être comprise comme une incitation à prétendre « nourrir le monde » ou une incitation à maintenir le système productiviste en place alors qu'il dépend entièrement des cours mondiaux, des engrais chimiques russes, du soja OGM sud américain...

Nous ne voulons pas du désordre engendré par cette prétention démesurée, ni de la déstabilisation des économies locales, ni du saccage des écosystèmes.

Nous ne voulons pas non plus opposer la défense des paysans français à la défense des paysans du monde. C'est le même combat que nous devons mener pour avoir le droit de gagner notre vie dignement.

Notre souveraineté alimentaire ne peut se construire sur la déstabilisation d'une autre partie du monde.

C'est quoi notre défi à nous, européens ? Ce n'est pas de produire plus, c'est d'abord de préserver nos moyens de production, nos sols, nos écosystème pour pouvoir continuer à produire demain.

Notre défi, c'est ensuite de consommer autrement, pour être en meilleure santé et, surtout, surtout, prendre du plaisir à manger.

Notre défi, c'est aussi d'arrêter d'importer et d'exporter des produits qui fragilisent la souveraineté alimentaire des pays du Sud, et ça, ça passe par l'arrêt des accords de libre échange, et je pense notamment au Mercosur.

Notre défi, enfin, c'est de mettre en place de véritables politiques de solidarité internationale ancrées dans le droit à l'alimentation et les droits des paysans et paysannes.

Je le dis clairement, le premier levier d'une véritable souveraineté alimentaire en France, c'est l'installation massive de nouveaux paysans, justement rémunérés.

Pour y parvenir, je le répète, les solutions existent. Ce n'est pas vrai que nous sommes condamnés à la catastrophe et au déclin. Ensemble, nous pouvons changer la donne.

Nous autres paysans, devons retrouver notre fierté. La fierté de cultiver respectueusement un petit coin de notre planète, la fierté de nourrir, parce que nous faisons le plus beau métier du monde.

Citoyennes et citoyens, mêlez vous des questions agricoles. Ne laissez pas d'autres que vous décider de ce que vous trouverez demain dans l'assiette de vos enfants, de nos enfants.

Voilà, deux ou trois choses que je voulais dire aujourd'hui. Clotilde vous en dira d'autres: c'est un discours à deux voix, un porte-parolat à deux têtes, mais nous sommes animés d'une même détermination.

Je finis en vous remerciant de votre soutien.

On compte sur vous, et vous pouvez compter sur nous.

DISCOURS DE CLOTILDE BATO

Je suis Clotilde Bato, je suis co-présidente du collectif Nourrir et... je ne suis pas paysanne.

Nous avons tenu, avec ce double porte-parolat, à montrer que les questions agricoles nous concernent toutes et tous, et que la question de la qualité de l'alimentation ne se réglera pas sans les paysans, et encore moins sur leur dos.

Depuis des années, au sein de l'association SOL, je travaille aux côtés des paysannes et des paysans, pour ne pas vivre dans un monde sans eux. Les luttes paysannes que j'ai soutenu, m'ont profondément marqué et ont modelé à jamais mes convictions. La destruction des emplois paysans, l'accaparement des terres, je l'ai d'abord regardé, vécu sur le terrain en Inde.

J'ai vu les multinationales appauvrir les paysans, souvent des paysannes d'ailleurs. J'ai vu la privatisation des semences imposer une chape de plomb sur leur avenir. J'ai vu les ravages d'une mondialisation brutale, la destruction de l'environnement, l'empoisonnement de la terre et de l'eau. J'ai vu la dépossession, l'humiliation, la domination.

Mais j'ai aussi vu la mobilisation, le refus de se laisser écraser, la recherche permanente de solutions nouvelles. Et je sais que nous pouvons préparer un autre avenir que celui que nous dessine l'agrobusiness. Mais ça ne va pas être si simple que ça.

Pourquoi? Parce qu'ils veulent un monde sans paysans. Et bien ce monde là nous le refusons. Parce qu'un monde sans paysans, c'est un monde qui prépare un vrai cauchemar. Un cauchemar alimentaire, un cauchemar écologique, un cauchemar économique.

Le cauchemar alimentaire, c'est d'abord celui de la production d'aliments nutritionnellement pauvres, de la malbouffe, d'une alimentation de mauvaise qualité pour les plus modestes. C'est celui d'un modèle qui a pour seul but de maximiser les profits, et c'est l'explosion quasi épidémique des maladies dues à un régime alimentaire déséquilibré.

Le cauchemar écologique, ensuite c'est l'accaparement et l'épuisement des ressources, la pollution à grand coup de toxiques, la maltraitance animale, et la contribution à la crise climatique plutôt que la transition vers un modèle plus sobre et plus juste à la fois.

Enfin, le cauchemar économique c'est celui du poids démesuré d'une agro industrie hégémonique et de la grande distribution ou quelques mastodontes imposent leur règles, pendant que les paysannes et les paysans en sont réduit à a peine gagner de quoi vivre.

Eh bien ce triple cauchemar, chaque jour nous en rapproche davantage, en nous enlisant dans un système qui aggrave tous nos problèmes avec de fausses solutions.

Alors vous l'aurez compris, le collectif Nourrir défend un autre paradigme.

Ce système tout le monde sait aujourd'hui qu'il est plus juste pour les paysans, plus sûr pour les consommateurs, plus respectueux de l'ensemble du vivant, et donc plus respectueux de notre avenir commun.

Ce système, il est viable, raisonnable, moderne et solide.

Il ne s'agit pas d'une utopie irréalisable, mais d'un modèle ancré dans le réel. Il est basé sur des principes de bon sens, appuyé par des années de recherches scientifiques. Il défend le temps long plus que l'obsession du court terme. Il prend souche dans les territoires et la relocalisation, loin des chimères de la mondialisation à outrance.

Notre modèle fait de l'harmonie avec la nature un principe, là où la destruction de l'environnement domine aujourd'hui. Il tient compte de la raréfaction de la ressource hydrique et de la nécessité de l'économiser pour le plus grand nombre plutôt que d'imaginer par exemple des méga bassines pour l'usage de quelques-uns.

Alors comment expliquer qu'on ne le mette pas en œuvre à grande échelle?

Des lobbies puissants pèsent de tout leur poids pour maintenir leur rente. Ils prétendent défendre le monde agricole dans son ensemble, mais ne défendent que les intérêts d'une poignée. Voilà la vérité.

Alors comment on s'en sort? Je sais que la période est inquiétante. Je sais que l'urgence sociale et l'urgence environnementale apparaissent comme inconciliables. Mais ce qui nous rassemble au sein du collectif Nourrir, c'est précisément la conviction que les solutions existent. La bonne nouvelle, c'est qu'on sait comment faire, plein de paysans ont déjà choisi ce chemin et beaucoup, chaque jour plus nombreux, cherchent des alternatives et se questionnent sur le manque de soutien politique pour les mettre en œuvre.

Alors oui, un autre système est possible.

Un projet de société où les paysans et les paysannes vivent dignement de leur activité au lieu de subir l'agribashing des uns et la prédation des autres.

Un projet de société où et c'est essentiel pour moi, nous nous rappelons que les pays du sud existent et où nous ne basons pas notre prospérité sur leur écrasement .

Un projet de société où nous faisons de l'écologie une boussole et du respect du vivant une règle.

Un projet de société qui permet à toutes à tous de bien se nourrir. Raison pour laquelle nous défendons un modèle alimentaire qui préserve la santé voire la favorise, et qui s'interdit par exemple le recours aux perturbateurs endocriniens. Nous voulons que les citoyennes et les citoyens sachent ce qu'il y a dans leur assiette et ce dès le plus jeune âge. Nous voulons que la saisonnalité retrouve droit de cité, que le respect du bien être animal, les conditions de production, ou l'origine des produits guident la population dans ses choix.

Pour ça, encore faut-il que le choix existe, et qu'il soit facilement décryptable. Nous ne sommes pas égaux face à la nourriture.

L'essentiel de la population est à la merci des choix prédigérés de la grande distribution, d'un système en entonnoir qui nous dépasse tous et qui nous empêche d'avoir accès physiquement et financièrement à de meilleurs produits... Près de 7 millions de personnes ont recours à l'aide alimentaire.

Alors, soutenir l'agroécologie paysanne n'est pas seulement un acte d'achat, c'est un choix politique sur lequel nous pouvons tous, dans cette salle, faire pression.

Parce qu'il est temps de changer de logique !

Le Collectif Nourrir défend un système reconnaissant la multifonctionnalité de l'agriculture, sans cantonner les paysannes et les paysans à un simple rôle d'entretien du paysage. Les paysans ne sont pas des gardiens de musée. Nos territoires ne sont pas des décors pour cartes postales nostalgique, mais des entités vivantes, dont nous devons entretenir la résilience.

Pardon d'insister mais je veux ici, devant vous ce soir faire comprendre que nous savons ce que nous faisons. Nos revendications constituent un plan concret et global pour répondre aux défis de la période.

Pour dire les choses clairement, pour réussir notre transition agricole en faisant face au défi climatique tout en conservant notre souveraineté alimentaire, il faut que notre pays compte des centaines de milliers de paysans et paysannes. Et nous sommes loin du compte. Notre pays en perd chaque jour alors que nous en avons impérativement besoin. Ce sujet doit devenir une grande cause nationale, mobiliser toutes les énergies, et focaliser toutes les attentions.

Le collectif Nourrir va s'y atteler autour de 5 grandes priorités :

- 1/ Multiplier les vocations et les fermes à taille humaine sur nos territoires à commencer par notre mobilisation sur le Pacte et le Loi d'Orientation Agricole en cours
- 2/ Assurer un revenu décent aux paysans en changeant les règles du commerce
- 3/ Faire évoluer la PAC actuelle et réformer la prochaine en profondeur
- 4/ Garantir un accès digne à l'alimentation pour tous
- 5/ Soutenir l'élevage paysan, massifier la transition de l'élevage industriel

Ce soir, Monsieur Bonaimé nous a fait l'honneur de représenter le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire qui n'a pas pu se joindre à nous. Je veux le remercier de sa présence et à travers lui rappeler au Ministre qu'il pourra compter sur notre vigilance, toujours, et sur notre soutien quand les politiques publiques qu'il conduira iront dans le bon sens. Nous serons turbulents chaque fois que nécessaire, ouverts au dialogue, toujours. Nous avons d'ailleurs demandé un rendez-vous, nous le redemandons publiquement. Il faut maintenant un signal clair du Ministre sur la volonté du gouvernement de retrouver la voix de la démocratie agricole et alimentaire.

Je conclus, car j'ai été longue.

Permettez-moi de finir par une note personnelle.

J'ai dit en ouverture que je n'étais pas paysanne.

Mais ce que je n'ai pas dit, c'est que mon grand-père était paysan. Il n'était pas né paysan. Il l'était devenu pour assurer sa survie et celle des siens. pour nourrir les siens. Oui pour les nourrir.

Alors en agissant au sein du magnifique collectif Nourrir, qui rassemble des organisations précieuses, j'ai plus que jamais l'impression d'être à ma place, parmi les miens.

Je vous remercie.